
Sociologie pragmatique des rapports de domination

Luc Boltanski, Bruno Karsenti, Cyril Lemieux et Ève Chiapello



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/20081>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2010

Pagination : 436-437

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Luc Boltanski, Bruno Karsenti, Cyril Lemieux et Ève Chiapello, « Sociologie pragmatique des rapports de domination », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], 1 2010, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/20081>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Sociologie pragmatique des rapports de domination

Luc Boltanski, Bruno Karsenti, Cyril Lemieux et Ève Chiapello

Luc Boltanski, Bruno Karsenti, *directeurs d'études*

Cyril Lemieux, *maître de conférences*

Ève Chiapello, *professeur à HEC*

Rapports de domination et processus critiques

- 1 L'AMBITION de ce séminaire était de réhabiliter la formule du « séminaire de recherche », lieu du travail scientifique en train de se faire et d'une mise à l'épreuve constante des faits, des concepts et des théories, appuyée sur les apports d'une interdisciplinarité en acte. Dans cet esprit, quatre chercheurs – Luc Boltanski (EHESS), Ève Chiapello (HEC), Bruno Karsenti (EHESS) et Cyril Lemieux (EHESS) – ont mis en commun leurs réflexions autour d'un questionnement sur les rapports qu'entretiennent aujourd'hui le capitalisme, l'État et la critique sociale. Après une séance introductive, consacrée à préciser comment chacun des quatre intervenants envisageait les enjeux analytiques et politiques de cette démarche collective, un premier cycle de séances a été consacré aux transformations du droit considéré comme l'un des principaux points d'articulation entre les États et le capitalisme et partant, comme l'un des objets les plus indiqués pour analyser l'évolution de leurs relations. Sont intervenus dans cette perspective Karim Medjad (HEC) au sujet du droit international des affaires et Mikhaïl Xifaras (IEP de Paris) au sujet du droit de propriété. A compter de début février, le programme initialement prévu a été modifié, le séminaire se joignant au mouvement « *Changeons le programme !* » initié par un certain nombre d'enseignants de l'EHESS en vue de marquer leur opposition aux « réformes » proposées par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et par celui de l'Éducation nationale concernant le statut des enseignants-chercheurs, la formation des enseignants du secondaire, l'avenir des établissements de recherche et l'aide aux doctorants. Une séance a alors été organisée

où les quatre intervenants ont proposé leurs analyses respectives d'une part, de ces « réformes » et de leurs liens avec l'évolution du rapport capitalisme État ; d'autre part, des logiques sociales qui sous-tendent les mobilisations contre ces « réformes » au sein des milieux scientifiques et universitaires. Trois autres séances ont suivi dans le même cadre, au cours desquelles on s'est efforcé de fournir un décryptage sociologique de la logique d'ensemble des réformes actuellement menées dans l'appareil d'État français : d'abord, s'agissant de la réforme qu'introduit la loi organique relative aux lois de finance (LOLF), grâce aux analyses de Dominique Linhardt et Fabian Muniesa (École des Mines de Paris) et de Corinne Eyraud (MMSH) ; puis au sujet de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) grâce à un exposé d'Albert Ogien (CNRS) ; enfin, s'agissant des réformes actuelles du système de santé, grâce à des présentations de Frédéric Pierru (CNRS) et de Daniel Benamouzig (CNRS). À partir du 15 mai, le séminaire a rétabli son programme initial. Béatrice Hibou (CERI) y a présenté son analyse des mécanismes sociaux complexes qu'utilise un État à l'heure du capitalisme financier, en l'occurrence l'État tunisien, pour obtenir de la population qu'il administre de l'obéissance. Puis les trois dernières séances du séminaire ont été consacrées à la question des processus critiques que permettent, ou qu'appellent, les nouvelles liaisons entre État et capitalisme : Jérôme Pelisse (Université de Reims) a ainsi évoqué la question des conflits du travail aujourd'hui en France, et de leurs modalités de régulation ; puis Stéphane Beaud (ENS) et Fabien Jobard (CNRS) ont livré leurs analyses des émeutes de banlieue envisagées comme processus critiques ; enfin, Jean-Claude Amarra (association « Droits devant ! »), Claudette Lafaye (Université Paris-VIII/Vincennes-Saint-Denis), Nicolas Jounin (Université Paris-VIII/Vincennes-Saint-Denis), Pierre Barron (Université de Nantes) et Anne Bory (Université Paris-I/Panthéon-Sorbonne) ont traité de la question des mobilisations de travailleurs sans-papiers. Ce séminaire se prolongera l'an prochain de deux manières : d'une part, ses animateurs organiseront quatre journées d'étude explorant le thème des rapports entre État et capitalisme (les 8 janvier 2010, 12 février 2010, 7 mai 2010 et 18 juin 2010) ; d'autre part, dans le sillage de l'initiative « *Changeons le programme !* », certains de ses animateurs se joindront au séminaire commun, organisé en compagnie d'une vingtaine de chercheurs, sous l'intitulé : « Les politiques des sciences. Séminaire alternatif ».

Publication

Cyrille Lemieux

- *Le devoir et la grâce. Pour une analyse grammaticale de l'action*, Paris, Économica, coll. « Études sociologiques », 2009, 246 p.

INDEX

Thèmes : Sociologie